

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

93/25

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

PRONONCÉE PAR

L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

DEVANT LA

CHAMBRE DE COMMERCE CANADA-THAÏLANDE

**BANGKOK, Thaïlande
Le 7 avril 1993**

La beauté des nouvelles saisons fait partie des grands plaisirs que j'ai le bonheur d'apprécier en tant que Canadienne. Ceux d'entre vous qui ont déjà connu la farouche beauté de l'hiver canadien comprendront la joie et l'allégresse qu'éprouvent de nombreux Canadiens en ce moment de l'année, quand la couverture de glace et de neige disparaît. Dans notre pays, le printemps est toujours une période de renouveau en chacun de nous et dans la nature.

Cette époque marquant aussi le début de la nouvelle année bouddhiste, je sais que dans votre pays on éprouve ce même sentiment de renouveau et de retour à la vie.

Ces sentiments très humains de joie, d'apaisement, d'allégresse, d'exaltation et d'espérance peuvent se transformer en une force positive et se répercuter bien au-delà de l'individu. Cette force peut en fait avoir une incidence sur l'ensemble du contexte social, économique et politique d'un pays, de ses gouvernements et de ses institutions.

Comme le monde a changé considérablement ces dernières années, on accorde beaucoup d'attention au nouveau rôle des structures mondiales et régionales comme les Nations Unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Une partie de cet intérêt est émotif - la recherche de stabilité dans un tourbillon de changements -, mais il est aussi en grande partie justifié, parce qu'à la suite de l'effondrement du communisme et de l'ancienne Union soviétique, nous voyons le besoin d'avoir des organisations interactives et interdépendantes, même si leurs rôles et leurs règles devancent à peine les changements qu'elles veulent gérer.

Le concept élargi du maintien de la paix est un très bon exemple de cette nouvelle coopération internationale; alors qu'autrefois on se contentait de placer une force neutre entre deux parties qui avaient convenu de cesser les combats, le maintien de la paix est devenu un processus beaucoup plus complexe qui tente, tout en réglant un conflit, de faire face à ses causes et à ses séquelles.

La sécurité régionale, autrefois considérée du ressort exclusif des Nations Unies, commence à être assumée par des organisations régionales. Lors de ma participation aux différentes rencontres de la conférence post-ministérielle de l'ANASE, j'ai favorisé l'inclusion à l'ordre du jour des questions de sécurité régionale, tant dans leur dimension politique que militaire. Nous avons constaté avec plaisir la récente décision des membres de l'ANASE de s'engager dans cette nouvelle voie.

Une bonne partie des opérations modernes de maintien de la paix est consacrée au niveau humain, personnel, comme c'est présentement le cas en Somalie, au Cambodge et dans l'ancienne Yougoslavie.

Le monde a tiré une leçon des événements des cinq dernières années : la sécurité ne peut être isolée, d'importants liens existant entre la stabilité politique et la stabilité sociale et économique et ce, à tous les niveaux - local, national, régional et mondial.

Le débat porte actuellement sur ce qui doit primer : le développement économique ou le développement de la démocratie et de ses institutions. Des arguments convaincants ont été avancés des deux côtés, selon la région ou le pays en cause.

Mais ce débat passe à côté de l'essentiel, la situation n'étant pas réellement dichotomique. On peut se perdre dans les notions de philosophie, d'économie et de science politique et ne pas tenir compte du fait qu'un dénominateur commun se trouve à la base de tous les arguments ésotériques - le bien-être et la prospérité de l'individu.

En d'autres mots, le développement social et économique doit se faire parallèlement au développement politique. Cette évolution, en plus d'être rapide, contribue à leur renforcement mutuel.

La Thaïlande en est un exemple remarquable. Comme dans bien d'autres pays, nous avons été consternés par les événements tragiques de mai dernier. Mais, en septembre, à peine quatre mois plus tard, vous aviez élu un gouvernement qui croit fermement dans les valeurs démocratiques et les normes universelles des droits de la personne.

De plus, une des premières initiatives de ce gouvernement a été d'instaurer de nouveaux programmes économiques et sociaux pour répondre aux besoins des pauvres et des défavorisés.

Dans un monde qui dépend de plus en plus des connaissances, un pays ne peut se permettre de gaspiller l'énergie et les compétences d'un seul de ses citoyens. En fait, dans un monde plus en plus interdépendant, cette affirmation s'applique au-delà des frontières nationales.

J'arrive de Vancouver, en Colombie-Britannique, où j'ai assisté à l'historique rencontre au sommet entre les présidents Clinton et Eltsine. La question suivante a été à la base d'une bonne partie des discussions : comment le monde peut-il empêcher la désintégration politique de l'un des plus grands pays de la planète et contrer les conséquences sociales et économiques d'un tel événement pour nous tous?

Les problèmes de la Russie ne se limitent pas simplement à cet État. Tous les pays subirait les conséquences d'un retour au règne de la force plutôt que de la force de la loi. L'hiver

soviétique a duré 75 ans. Nous ne pouvons rester en marge et laisser ce pays retourner une fois de plus à l'ère glaciaire!

Le Canada s'est engagé à soutenir la démocratie en Russie, de même que les avantages sociaux et économiques qui en découleront. Toutefois, l'histoire récente de ce pays met en lumière une question beaucoup plus vaste - d'où proviendra la nouvelle richesse qui est essentielle pour sustenter et encourager les millions, voire les milliards, de gens qui auront été libérés des tentacules des régimes totalitaires? Comment le monde répondra-t-il à leurs attentes?

Une mesure concrète - dont nous pouvons tous bénéficier - est le renforcement et la libéralisation du commerce international.

Le Canada maintient son appui à l'Uruguay Round des négociations commerciales multilatérales et à son objectif fondamental - la réforme du système commercial mondial. C'est la première fois que l'on tient compte des vues et des besoins d'une grande diversité de pays en développement à l'occasion de négociations multilatérales. N'est-ce pas là la meilleure façon de stimuler la croissance et de réduire la pauvreté? Nous avons tous raison d'être déçus des intérêts mesquins qui retardent la réussite de ces importantes réformes.

Sur un autre plan, le Canada est heureux de faire partie, avec quatre pays membres de l'ANASE (Thaïlande, Indonésie, Malaysia et Philippines), du Groupe de Cairns, qui élabore des propositions constructives dans le but d'accroître le commerce des produits agricoles, l'agriculture demeurant une composante très importante des économies de la Thaïlande et du Canada.

Parallèlement à la conclusion d'accords mondiaux et sectoriels, de plus en plus de pays souhaitent multiplier leurs débouchés économiques en concluant des accords régionaux.

En 1992, les chefs de gouvernement de l'ANASE convenaient d'établir, sur une période de 15 ans à compter de la présente année, une zone de libre-échange de l'ANASE (AFTA).

Le Canada, quant à lui, a conclu un Accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis et en est aux dernières négociations d'un Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) élargi avec les États-Unis et le Mexique.

Certaines personnes sont d'avis que les soi-disant «blocs» commerciaux ainsi créés sont en fait de nouveaux obstacles au commerce. Je ne suis pas d'accord. Tout d'abord, l'AFTA, l'ALENA et l'ALE sont tous compatibles avec l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Mais ces zones régionales de libre-échange offrent un autre avantage important. On pourrait faire une analogie avec les «blocs» plus larges de coopération tels le Commonwealth, la Francophonie, l'Organisation des États américains et, naturellement, l'ANASE. Ces regroupements sont tous passé par un certain nombre d'étapes, pas toujours positives ou progressistes. Mais, aujourd'hui, ils constituent d'excellents instruments de coopération sur divers fronts.

Prenons l'exemple de l'Organisation des États américains où l'impulsion en faveur des valeurs et des institutions démocratiques a été renforcée par l'appui et l'exemple fournis par d'autres membres.

De même, les regroupements économiques tel le forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) font porter leurs efforts sur les entraves aux échanges commerciaux comme les douanes et les procédures administratives.

Si nous nous attaquons à ces questions sur le plan régional, nous pourrions atteindre un nouveau degré de coopération à l'échelon international. Récemment, par exemple, les négociations de l'ALENA ont porté sur des questions de travail et d'environnement. Si nous reconnaissons que ces questions transcendent les frontières nationales des pays de la région, nous pouvons faire en sorte qu'elles ne deviennent pas des barrières non tarifaires au commerce, et les traiter de façon coopérative. Elles auront peut-être en définitive une incidence positive sur les ententes mondiales.

Du fait de sa nature même et de son ampleur, la coopération commerciale régionale engendre des capacités et des possibilités énormes pour la production de richesses. On estime qu'une zone de libre-échange de l'ANASE créerait un marché unifié de 325 millions de consommateurs et afficherait un produit national brut de plus de 300 milliards de dollars US par an.

Le Canada aimerait beaucoup prendre part aux progrès et à la prospérité spectaculaires qui en résulteraient.

Actuellement, nos échanges commerciaux bilatéraux avec la Thaïlande sont appréciables (903 millions de dollars en 1992). Vous êtes notre deuxième marché d'exportation au sein de l'ANASE et notre vingtième marché mondial. Mais nous pouvons faire mieux.

Nos exportations vers la Thaïlande ont atteint 326 millions de dollars en 1992, chiffre nettement supérieur aux niveaux enregistrés il y a seulement quelques années (130 millions en 1985), mais inférieur au montant record de 1990 (492 millions).

Il y a eu, bien entendu, quelques regrettables revers, notamment la résiliation du contrat passé avec l'une de nos grandes entreprises d'ingénierie pour la construction d'un train aérien. Je dois vous dire franchement que cet incident a ébranlé la confiance de nombreuses sociétés canadiennes désireuses d'investir et de mener des activités commerciales dans la région.

Toutefois, il y a eu aussi des réussites, comme la récente vente, d'une valeur de 120 millions de dollars, par ABB Combustion Canada de matériel de chaudière électrogène à la Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT).

Bell Canada International offrira des services de soutien à la clientèle dans le cadre du projet de ligne téléphonique de 2 millions de dollars réalisé ici à Bangkok. S'il est une chose que les Canadiens connaissent bien et pour laquelle ils se passionnent, c'est le téléphone. Nous sommes les premiers du monde pour son utilisation par habitant; l'immensité du pays et les longs hivers y sont sans doute pour quelque chose.

Il va de soi que le commerce n'est pas à sens unique; les importations canadiennes en provenance de Thaïlande ont atteint en 1992 un chiffre record de 577 millions de dollars. Il s'agit en grande partie de produits traditionnels provenant notamment de l'agriculture et de la pêche. Mais on note également un accroissement des produits de pointe, comme les machines électriques et les composantes électroniques. De plus, les exportations de voitures de Mitsubishi Thaïlande destinées à Chrysler Canada viennent au cinquième rang des exportations thaïlandaises au Canada.

Au total, environ 1,5 p. 100 des exportations mondiales de la Thaïlande, en 1990, étaient destinées au Canada.

Nous souhaitons, bien sûr, accroître les échanges dans les deux sens. L'un des indicateurs des futurs niveaux de commerce entre nos deux pays est le niveau de l'investissement d'un pays dans l'autre.

Actuellement, l'investissement canadien en Thaïlande est relativement modeste (15 millions de dollars en 1989), se situant loin derrière vos principaux investisseurs étrangers, le Japon, Taïwan, Hong Kong, les États-Unis et le Royaume-Uni.

Nous avons toutefois pris un certain nombre de mesures importantes pour accroître le niveau de l'investissement canadien en Thaïlande.

Le programme de coopération industrielle administré par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) aide les entreprises canadiennes qui sont à la recherche de débouchés économiques et de possibilités d'investissement en Thaïlande. Il

existe également un autre projet de l'ACDI, «Entreprise Thaïlande-Canada», exécuté par la Banque Canadienne Impériale de Commerce. Ces programmes ont déjà appuyé de nombreuses opérations commerciales dans les secteurs de la fabrication et des services, dans divers domaines tels la transformation des aliments, la sidérurgie et les produits pétrochimiques.

Le succès amène le succès. La prédiction d'une croissance économique de 8 à 8,5 p. 100 pour la Thaïlande en 1993 motivera sans doute un plus grand nombre d'entreprises canadiennes à participer à des coentreprises et à conclure d'autres ententes commerciales à long terme.

Comme le Canada, la Thaïlande est un pays riche en ressources naturelles; comme le Canada, elle jouit d'un climat d'investissement favorable; comme le Canada, elle a le potentiel de dépasser ses voisins et concurrents.

Mais tous ces facteurs d'optimisme nécessitent malgré tout une stabilité sociale, économique et surtout politique. Et pour cette raison, j'espère que vous êtes fiers de tous les signes positifs émis par votre pays au cours des derniers mois :

- les élections démocratiques en septembre;
- l'acceptation de la visite des lauréats du Prix Nobel de la paix en février;
- l'accueil la semaine dernière à Bangkok de la réunion régionale asiatique de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme;
- l'initiative prise le mois dernier par le gouvernement thaïlandais d'accueillir la première d'une série de conférences sur l'intensification de la coopération entre l'ANASE et les Nations Unies dans le domaine de la sécurité préventive.

Ce sont là des gestes très positifs, un peu comme les premières fleurs du printemps au Canada, qui font toujours renaître l'espoir. Et comme la promesse et l'espoir de la nouvelle année que vous allez fêter.

C'est seulement la deuxième fois que je visite votre magnifique ville, votre pays passionnant qui m'est très cher. J'espère avoir l'occasion d'y revenir souvent.